

DOSSIER FUSION ANNIVIERS

Dans quinze jours, les Anniviards décideront ou non de fusionner six communes pour créer Anniviers. «Le Nouvelliste» a choisi d'accorder une place particulière à cet événement historique. Pour terminer notre semaine anniviarde, place aux jeunes qui ont débattu de la fusion en terrain neutre...le café d'Anniviers de la cité du soleil.

Les jeunes, sans langue de bois

DÉBAT ► Pour mettre un terme à sa semaine anniviarde, «Le Nouvelliste» a voulu laisser la parole aux jeunes de la vallée. Parmi les treize opposants contactés, seul Thomas Salamin a accepté notre invitation. Au café d'Anniviers à Sierre, il a discuté en toute liberté avec trois autres jeunes «pro fusion».

VINCENT FRAGNIÈRE

Fusionner ou non Anniviers aura surtout une incidence sur les jeunes générations. «Le Nouvelliste» ne pouvait pas terminer sa balade anniviarde sans leur donner la parole. Loïc Viret de Grimentz, Aline Florey, une Anniviarde expatriée à Bramois mais qui vote dans la vallée, et Samuel Viacoz de Mission représentent le camp du oui. Thomas Salamin de Grimentz a été le seul à vouloir défendre, médiatiquement, les arguments des opposants. Rencontre «neutre» au café d'Anniviers de la cité du soleil.

► Quinze téléphones pour convaincre... un opposant

Alors que, durant la semaine, une partie des opposants à la fusion ont accepté de sortir du bois à travers «Le Nouvelliste», la démarche, chez les jeunes, a posé plus de problèmes. «J'en ai contacté quinze censés être contre la fusion. Seul Thomas a finalement accepté de venir en parler avec un journaliste...», explique Loïc Viret, coordinateur de la société des jeunes d'Anniviers. Pour ce dernier, ces refus «dé-

montrent un certain malaise du côté des opposants. Si on a des arguments valables, on ose en débattre.» Thomas Salamin lui rétorquera que «si être pro fusion, ça passe bien, s'y opposer donne, qu'on le veuille ou non, une image négative. Personnellement, j'assume mes arguments qui me font plutôt pencher pour le non.»

Quant à la non-création d'un comité anti-fusion, si les quatre le regrettent, Loïc Viret livre une analyse pertinente. «S'il y avait eu des arguments aberrants du côté des défenseurs du projet, je peux vous assurer que ce comité aurait existé. Rationnellement, il n'y a pas beaucoup d'éléments qui bloquent cette fusion...»

«Plus de débat aurait permis d'éviter certaines inconnues qui me feront voter non»

► Enlever le pouvoir aux clans de famille

Chez les «pour», les arguments les plus importants sont donc aussi bien rationnels – «On ne trouvera plus trente conseillers pour 2200 habitants sans perdre en motivation et en qualité» – qu'émotionnels. «Les tripes ne parlent pas forcément qu'en faveur du non. Créer Anniviers, c'est renforcer notre identité anniviarde tout en devenant un

exemple pour le reste du canton», s'exclame Aline Florey. Mais tant Luc Viret que Samuel Viacoz et Aline Florey veulent en finir «une fois pour toutes» avec la politique clanique que l'on trouve dans toutes les communes de la vallée. «Seule la fusion permettra de mettre fin à cette manière ancestrale de faire de la politique qui n'intéresse plus aucun jeune. Les partis et les idées doivent prendre le pas sur les hommes et les clans.» Loïc Viret n'a pas peur d'attaquer cet état de fait. «La fusion brisera tous les privilèges qu'ont certains clans, certaines familles dans les communes en raison de la présence de l'un des leurs au conseil. C'est ce qui fait le plus peur aux opposants et c'est un argument qui ne peut pas être avoué en public.»

«Ce sont deux dossiers différents!»

► On obligera les «non» à se présenter aux prochaines élections

Même s'ils n'osent pas trop l'avouer, l'après 26 novembre fait peur aux quatre jeunes. «Vous verrez. On va obliger ceux qui ont voté non à faire partie des futurs conseils. Comme une sorte de punition. Cette attitude ne serait pas acceptable», argumente Thomas Salamin qui estime qu'en cas de oui le 26, les opposants sauront s'adapter «ce qui n'est pas forcément le cas des partisans de la fusion en cas de refus.»

Une affirmation confirmée par Loïc, Aline et Samuel. «C'est vrai! Un non ne nous donnerait plus envie de nous impliquer politiquement dans la vallée et peut-être même qu'on serait moins attachés à rester en Anniviers.»



Loïc Viret, Aline Florey, Samuel Viacoz, tous favorables à la fusion, écoutent attentivement les arguments de Thomas Salamin, seul jeune opposant contacté qui a accepté l'invitation du «Nouveliste» au café d'Anniviers sierois. BITTEL

LA QUESTION VACHE

«Benoît Salamin, l'échec des SD de Saint-Luc et Chandolin en janvier 2005 influence-t-il la votation du 26?»



BENOÎT SALAMIN
PRÉSIDENT
DE SAINT-LUC

«Ce sont deux dossiers différents!»

«L'échec de la fusion des SD entre Saint-Luc et Chandolin a été très difficile à digérer pour Saint-Luc qui l'avait acceptée à l'unanimité. Nous avons un même domaine skiable, une seule société de remontées mécaniques et des hôtels qui bénéficient des mêmes infrastructures. Toutefois, je ne crois pas que ce dossier et cette votation influencent aujourd'hui le processus de fusion de nos six communes. La problématique n'est pas la même et les enjeux d'une autre importance. Du côté de Saint-Luc, la population me semble assez favorable à cette solution. Quant aux habitants de Niouc, ils ont l'habitude de se déplacer pour se rendre au bureau communal, déplacement qui ne pose aucun problème majeur.» VF

COMMENTAIRE

Etre digne de l'Anniviarde!

PAR VINCENT FRAGNIÈRE

Non, je n'ai pas encore pris définitivement racine en Anniviers. Mais, oui, depuis une semaine, je me sens de plus en plus Anniviarde, agaçant même une partie du lectorat du «Valais central» avec ces sept doubles pages fusionnelles. Quoique... L'histoire d'amour ne pouvait pas se terminer sans épilogue. Par respect pour vous, les Anniviards. Mais également pour rendre encore plus crédible l'opération du «Nouveliste». Ceux qui ont vu, dans tous ces articles, «le bras armé» d'un rédacteur en chef de Saint-Jean se trompent. Il vous connaît trop bien pour savoir qu'on ne vous force pas la main de cette manière. Et pourtant, depuis une semaine, les langues se sont déliées, les opposants sont sortis du bois et le débat, dans votre vallée, a enfin pris la place que mérite le sujet. Six jours ont suffi pour comprendre que vous étiez passés maître dans l'art du «poker menteur». Peu importe l'issue du vote du 26, vos six présidents resteront dans l'histoire comme ceux qui auront osé vous poser LA question «vache», celle qui vous empêche, certains soirs, de trouver le sommeil. Si le «non» l'emporte, ils s'en voudront de ne pas avoir compris assez tôt que l'émotionnel n'est pas uniquement du côté du non. Mais est-ce une raison suffisante pour ne pas les suivre dans leur construction rationnelle de la future commune d'Anniviers? Dans le camp des opposants, l'attachement d'un Walti Zuber ou d'un Gérard Genoud à leur commune de Chandolin ou de Grimentz est touchant et sincère. Tout le contraire de certains de vos élus qui ne veulent même pas se prononcer, à quinze jours de scrutin, par peur de «représailles» qui n'existeront jamais... Même si vous n'osez pas vraiment vous l'avouer, vous vous trouvez aujourd'hui face à un choix historique avec – ce qui n'arrange rien –, un Valais qui vous observe attentivement. Ce choix, vous ne pouvez le faire pour de basses raisons. Ce ne serait pas digne de la malice anniviarde et surtout les regrets seraient bien trop lourds à porter. Surtout pour les jeunes générations. Vous ne pouvez pas voter «non» le 26 parce que vous n'aimez pas l'autre clan, l'autre commune ou la part d'inconnu, inévitable dans ce genre de projet. Et le «oui» ne se décrète pas parce qu'il symboliserait l'ouverture, l'avancement, le progrès. Pour l'un, comme pour l'autre, ce serait trop facile... Malgré le vote par correspondance, la majorité d'entre vous a encore quinze jours pour réfléchir. Comment garantir au mieux le maintien et la création d'emplois dans votre vallée pour une jeunesse de plus en plus formée? De quelle manière éviter la mort de vos villages non touristiques? Comment faire profiter un maximum de personnes du développement économique de certaines stations? Et que faire pour que ce développement ne devienne pas, un jour, votre pire ennemi? Enfin, comment rendre la chose publique à nouveau attrayante et surtout quel scénario laisserait les plus compétents d'entre vous gérer l'avenir de la vallée? Si la fusion permet réellement de trouver de vraies réponses à ces questions essentielles, la double majorité ne doit pas empêcher sa création le 26 novembre prochain. Par contre, si vous n'êtes pas convaincus que ce projet puisse mieux résoudre ces enjeux de société que la situation actuelle, vous ne devez pas avoir peur, ni honte, d'affirmer votre opposition. Toute autre argumentation n'est simplement pas digne de l'Anniviarde!

LA FUSION VUE... D'AILLEURS



Daniel Porta, ex-syndic de Villette pendant vingt-cinq ans. LDD

VILLETTE-LAVAUZ (VD)

«Il y a eu des échauffourées après le refus»

Elles étaient cinq communes à se présenter devant l'hôtel en février 2005 pour un mariage: Cully, Grandvaux, Villette, Epesses et Rieux. Une seule d'entre elles a refusé le projet de fusion qui a capté, les autres plébiscitant à près de 80% cette idée. Ce regroupement raté avait de nombreux points communs avec le projet du val d'Anniviers. Les communes faisaient partie d'une seule entité administrative, il y a plus de cent ans. «De nombreux éléments sont organisés par des commissions intercommunales comme l'école, la step, les pompiers, etc.», détaille Daniel Porta, ex-syndic (ndlr: l'équivalent vaudois du président) de Villette et l'un des leaders pro-fusion. Là aussi, les présidents préparent le terrain, mais le jour du vote tout s'écroule. «Il y a eu des échauffourées après le refus de Grandvaux. D'ailleurs, les six mois qui ont suivi ont été difficiles. Les rapports intercommunaux sont restés en place malgré tout. Et ce sont ces comités qui dirigent les communes aujourd'hui, plus les conseillers qui perdent leur autonomie.» Le refus, il l'explique simplement. «Ce n'est pas facile de faire accepter l'idée de partager un ménage commun... Et le Conseil communal de Grandvaux était divisé, ce qui n'a pas rassuré la population.» Ce printemps, les autorités des cinq communes ont été renouvelées lors des élections. Trois syndicats ont quitté leurs fonctions, «un seul à cause du refus», précise Daniel Porta. «Sur le moment, la rage au cœur, nous pensions revenir à quatre. Cela ne s'est pas fait. Aujourd'hui, Grandvaux semble prêt à tenter l'expérience.» LS

BRÈVES

SALINS

Trois conseillers démissionnent

La commune de Salins vit décidément une année très tourmentée. Après la démission – refusée par le Conseil d'Etat – de son président Gérard Gilloz en avril 2006, c'est au tour du vice-président Blaise Fournier et des conseillers Pierre-Philippe Brinkmann et Carmelo Puglisi d'adresser, sous lettre recommandée, leur volonté de démissionner au conseiller d'Etat Jean-René Fournier. «Nous confirmons effectivement avoir envoyé mercredi une lettre pour avertir le département de notre démarche. Mais nous ne faisons aucun autre commentaire pour l'instant. Nous ne souhaitons pas utiliser la presse pour informer les citoyens de Salins des raisons de notre démarche», explique le vice-président Blaise Fournier. Toutefois, selon le document adressé à l'Etat, les trois conseillers contestent au président de ne pas faire appliquer des décisions prises à la majorité du conseil. «Ce n'est pas la réalité», se contente d'affirmer Gérard Gilloz. De son côté, le conseiller d'Etat Jean-René Fournier livre une première analyse de cette situation. «Comme pour le vice-président de Mase ou le président de Salins en avril, nous risquons bien de ne pas accepter la démission de ces trois conseillers. Si réellement le président de commune n'applique pas ou ne fait pas appliquer des décisions prises à la majorité, ces trois conseillers ne doivent pas démissionner, mais bien déposer une plainte contre leur président.» Rappelons que Salins a entamé un nouveau processus de fusion avec Sion, processus qui avait échoué en 2004. Affaire à suivre... de près. VF

AÉROPORT DE SION

Les «nationales» ont débuté...



A gauche, Philippe Nantermod vice-président des jeunes radicaux valaisans.



A droite, Grégory Logean, des Jeunesses UDC.

Le dossier de l'aéroport de Sion risque bien de symboliser le début de la «bataille politique» pour les nationales 2007 entre les jeunes libéraux-radicaux et les jeunes UDC. Alors que les premiers veulent que cet aéroport passe des mains de la commune de Sion à celles de l'Etat du Valais «pour qu'il soit au service de toute l'économie valaisanne», les seconds estiment qu'il s'agit là d'une démarche pas vraiment libérale. «Le moyen choisi par les jeunes radicaux et libéraux nous paraît bien peu... libéral et, surtout, inadapté. En effet, la gestion de cet aéroport par une collectivité publique – la commune de Sion – a, si l'on peut dire, déjà fait ses preuves». A part la curieuse foi des jeunes radicaux et libéraux dans les vertus de l'étatisme, qu'est-ce qui permet donc d'espérer que la gestion directe de l'aéroport de Sion par l'Etat du Valais va lui donner le dynamisme qui, jusqu'ici, lui a fait défaut?», s'interroge Grégory Logean, des Jeunesses UDC. Philippe Nantermod, représentant des jeunes radicaux et libéraux, ne s'en laisse pas conter. «Ils nous ont fait déjà au moins dix fois cette remarque. Le libéralisme ne veut pas dire la suppression de l'Etat. Peut-être qu'un jour la privatisation de l'aéroport sera possible. Aujourd'hui, ce dernier n'est tout simplement pas viable sans les fonds publics comme de nombreux aéroports en Suisse d'ailleurs. Faire passer la responsabilité de l'aéroport de Sion de la commune au canton ne représente pas, à nos yeux, une quelconque nationalisation.» Rappelons que les jeunes radicaux et libéraux doivent récolter 4000 signatures jusqu'au 12 novembre 2007 pour permettre à la population valaisanne de voter sur ce sujet. VF

MÉMENTO

CHAMOSON
Musique et vin

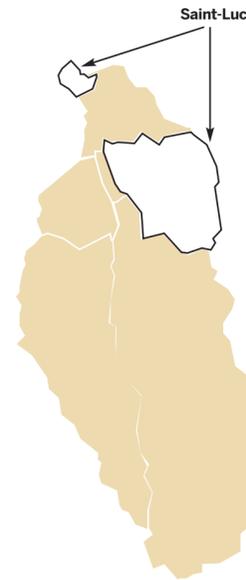
Concert du clarinetiste John Schmидli et du Trio Nota Bene dans le cadre du «Podium des artistes valaisans» proposé le 12 novembre à la salle polyvalente de Chamoson par l'association Musique et vin. Infos au 079 220 44 05.

SION
Les aînés «se vendent»

Le groupe de travaux manuels de Pro Senectute organise sa traditionnelle vente d'objets, les 13, 14 et 15 novembre de 8 h 30 à 18 h 30 à l'entrée du centre commercial Migros Métropole à Sion.

SIERRE
Partage de la parole

Un partage sur les lectures bibliques dominicales est organisé le 13 novembre dès 20 h à l'école des Buissonnets à Sierre. Infos auprès du diacre Tapparel au 027 455 22 82.



LE CHOIX DES AUTORITÉS
Saint-Luc, comme Grimentz et Vissoie

Le président		
Benoît Salamin	POUR	■
Le vice-président		
Patrick Salamin	POUR	■
Les conseillers		
Philippe Melly	POUR	■
Dominique Rion	POUR	■
Olivier Zufferey	POUR	■

montrent un certain malaise du côté des opposants. Si on a des arguments valables, on ose en débattre.» Thomas Salamin lui rétorquera que «si être pro fusion, ça passe bien, s'y opposer donne, qu'on le veuille ou non, une image négative. Personnellement, j'assume mes arguments qui me font plutôt pencher pour le non.»

► Comment s'opposer à haute voix devant six présidents

Qu'ils soient pour ou contre la fusion, les quatre jeunes regrettent la forme prise par les quatre forums organisés par les six présidents. «Comment voulez-vous émettre une critique, expliquer votre opposition lorsque vous avez en face de vous les six présidents? Personne ou presque n'ose le faire devant 250 personnes!»

Pourtant, Samuel Viacoz refuse de prétendre que les opposants n'ont pas pu s'exprimer. «Ils n'ont peut-être pas eu les conditions idéales pour le faire, mais il n'ont surtout pas voulu le faire en s'inventant des fausses peurs. Je ne peux pas croire qu'il y aura des représailles.» Thomas Salamin renchérit. «S'il y avait eu plus de débat, peut-être que les interrogations et les inconnues

exemplent pour le reste du canton», s'exclame Aline Florey. Mais tant Luc Viret que Samuel Viacoz et Aline Florey veulent en finir «une fois pour toutes» avec la politique clanique que l'on trouve dans toutes les communes de la vallée. «Seule la fusion permettra de mettre fin à cette manière ancestrale de faire de la politique qui n'intéresse plus aucun jeune. Les partis et les idées doivent prendre le pas sur les hommes et les clans.» Loïc Viret n'a pas peur d'attaquer cet état de fait. «La fusion brisera tous les privilèges qu'ont certains clans, certaines familles dans les communes en raison de la présence de l'un des leurs au conseil. C'est ce qui fait le plus peur aux opposants et c'est un argument qui ne peut pas être avoué en public.»

► Un nouveau téléphérique à Zinal bloquerait le développement de Grimentz

Face à ces arguments, Thomas Salamin ne paraît pas ébranlé. «Il y a évidemment du vrai dans ce que vous dites. Mais la fusion n'est pas encore mûre, si non pourquoi les présidents affirmeraient-ils qu'il faut représenter au mieux tous les villages, toutes les communes dans le futur conseil à neuf. Si on